



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES NIGÉRIA - GHANA

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

D'ABUJA

Semaine 24 – vendredi 16 juin 2023

Nous rappelons à notre cher lectorat que le Service économique régional d'Abuja publie régulièrement sur l'actualité économique franco-nigériane et sur ses activités dans le pays à travers sa [page LinkedIn](#) et son [compte Twitter](#). Il en est de même pour le Service économique d'Accra, sur [LinkedIn](#).

En bref

Nigéria: La Banque centrale du Nigeria annonce l'unification des guichets de change au sein du guichet Investisseurs et Exportateurs (I&E); L'*Electricity Act 2023* libéralise en partie la production d'énergie pour les Etats, entreprises et particuliers; Le Nigeria ratifie l'accord de l'OMC sur les subventions à la pêche; La startup nigériane ThriveAgric a investi 100 M USD pour soutenir 500 000 fermiers.

LE CHIFFRE À RETENIR

+185 000 BPJ

C'est l'augmentation de la production de pétrole brut du Nigeria en mai, atteignant 1,18 mbpj.

Ghana: Un risque réel de contraction de l'économie ghanéenne en 2023; L'agence de notation Moody's a relevé la note souveraine du Ghana d'émetteur à long terme en monnaie locale.

Nigéria

La Banque centrale du Nigeria annonce l'unification des guichets de change au sein du guichet Investisseurs et Exportateurs (I&E)

Selon le communiqué de presse signé par la directrice des marchés financiers, Angela Sere-Jembi, la Banque centrale du Nigéria (CBN) a

supprimé la segmentation du marché des changes en différents guichets. « Toutes les transactions seront désormais effectuées par le guichet des investisseurs et des exportateurs (I&E). Les demandes concernant les frais médicaux, les frais de scolarité, les BTA/PTA et les PME continueront d'être traitées par les banques de dépôt. », peut-on lire sur le communiqué. Cette mesure s'inscrit dans le cadre des efforts du gouvernement nigérien visant à améliorer la liquidité et la stabilité du marché, et à attirer les investisseurs étrangers dans l'économie du

Nigéria. La CBN a également annoncé la réintroduction du modèle « *Willing Buyer, Willing Seller* » au guichet I&E. Ce modèle permettait aux transactions éligibles d'accéder aux devises étrangères. La CBN a également mis fin au programme RT200 et au programme de transfert de fonds « *naira4dollar* » à partir du 30 juin 2023. Ces programmes, qui encourageaient les envois de fonds et les entrées de devises, ne seront plus en vigueur, a indiqué la banque. Dans ce nouveau cadre, la CBN a déclaré que le taux opérationnel pour toutes les transactions liées au gouvernement serait déterminé par le taux moyen pondéré des transactions exécutées le jour précédent au guichet I&E. La décision de la CBN est un premier pas vers l'engagement pris par le Président Tinubu d'unifier les différents taux de change en vigueur sur le marché nigérian. Depuis des années, les experts et les institutions financières internationales ont critiqué la dualité du régime de change du pays.

L'Electricity Act 2023 libéralise en partie la production d'énergie pour les Etats, entreprises et particuliers

S'exprimant sur la promulgation de la nouvelle loi, le Président Bola Tinubu a déclaré que l'amendement constitutionnel permettait aux 36 États du Nigeria de produire de l'électricité. Selon l'*Electricity Act 2023*, l'objectif principal est de créer un cadre juridique et institutionnel complet pour guider le fonctionnement d'un marché de l'électricité privatisé, contractuel et concurrentiel. La loi vise également à attirer les investissements du secteur privé dans l'ensemble de la chaîne de valeur de l'électricité. En outre, elle fournit un cadre pour l'amélioration de l'accès à l'électricité dans les zones rurales, non ou mal desservies, périurbaines ou urbaines, grâce à l'utilisation de sources conventionnelles et renouvelables hors réseau. Selon la loi, jusqu'à ce qu'un État fédéral ait adopté ses propres réglementations sur le marché de l'électricité, la Commission nigériane de régulation de l'électricité (NERC) continuera à réglementer les activités liées à l'électricité menées dans l'État.

Le Nigeria ratifie l'accord de l'OMC sur les subventions à la pêche

Le 12 juin, le Nigéria a ratifié le traité international qui interdit les subventions à la pêche ou aux activités liées à la pêche susceptibles d'affecter un stock surexploité, ainsi que toute forme de soutien à la pêche illicite, non déclarée et non réglementée. L'accord de l'OMC doit être ratifié par 109 pays membres pour entrer en vigueur. Le Nigéria est le premier pays d'Afrique de l'Ouest à le ratifier et le deuxième pays africain après les Seychelles. Le secteur de la pêche, de l'aquaculture et activités liées représente 3 % à 5 % du PIB nigérian, emploie 1,5 million de personnes et générerait des revenus à 24 millions de Nigériens. Chaque année, le pays produit 1 million de tonnes métriques de poissons, dont 70 % issus de la pêche et 30 % de l'aquaculture, consommés localement à 90 % et exportés pour 10 %. Selon l'OMC, la pêche illégale représenterait un coût annuel de 70 M USD pour le pays.

La startup nigériane ThriveAgric a investi 100 M USD pour soutenir 500 000 fermiers

En 2022, ThriveAgric a investi 100 M USD pour soutenir 500 000 fermiers au Nigeria et au Ghana. Thrive Agric, *agtech* fondée en 2016 à Abuja par Ayodeji Arikawe et Uka Eje, a pour vocation de répondre à trois défis auxquels sont confrontés les petits exploitants : l'accès aux financements, l'amélioration des rendements et l'accès aux marchés mondiaux. Grâce à sa base de données, ThriveAgric aide les petits exploitants à obtenir les intrants agricoles les plus adaptés, suffisants et de qualité, et les conseille sur de nouvelles pratiques agricoles à mettre en place pour accroître leur productivité. Après la récolte, elle met en contact les agriculteurs avec les marchés locaux et mondiaux, ce qui leur permet de diversifier leur débouchés et de vendre leur production à un meilleur prix. La startup a rapidement développé son activité en nouant des partenariats avec le secteur privé (OCP Africa, Promasidor, etc.) et les institutionnels (Programme alimentaire mondial). En 2022, les

fermiers soutenus par ThrivAgric ont produit 1,5 million de tonnes métriques de blé. La start-up a pour objectif d'accorder 500 M USD de crédit à 10 millions de petits exploitants au Nigéria, au Ghana et au Kenya d'ici 2027.

Ghana

Un risque réel de contraction de l'économie ghanéenne en 2023

Dans le cadre du programme FMI approuvé le 17 mai dernier, les autorités ghanéennes se sont engagées à diminuer les dépenses publiques et à mobiliser les recettes fiscales pour réduire drastiquement le déficit public. Sous l'impulsion du FMI, le gouvernement publiera ainsi d'ici septembre 2023 une Stratégie de Revenus de Moyen-Terme (MTRS) pour la période 2023-2026. L'augmentation de la TVA, l'annulation de la majorité des exonérations fiscales en vigueur, l'ajustement des taxes sur les carburants en fonction des taux de change et de l'inflation couplé à une réforme de l'impôt sur les sociétés et sur les bénéfices, ainsi qu'un nouveau régime fiscal pour les industries extractives et le foncier, ont pour objectif d'augmenter de 3,4 points le ratio recettes/PIB d'ici 2026. Ces mesures de mobilisation fiscale s'accompagnent de mesures de réductions budgétaires de près de 4 points sur la période triennale. Cette politique, combinée au niveau historiquement élevé du taux directeur de la Banque centrale (29,5 %), limitant sévèrement l'accès au crédit pour limiter l'inflation, pourrait conduire à une contraction réelle de l'économie en 2023. Ainsi, alors que le FMI prévoyait une croissance de l'économie

ghanéenne de 2,8 % pour 2023, cette prévision a été révisée à la baisse, avec une croissance désormais attendue de 1,6 %, contre 5,4 % en 2021 et 3,2 % en 2022.

L'agence de notation Moody's a relevé la note souveraine du Ghana d'émetteur à long terme en monnaie locale

Moody's Investors Service a relevé la note souveraine du Ghana d'émetteur à long terme en monnaie locale de Ca à Caa3, avec une perspective stable. Les futures pertes attendues sur la dette en monnaie locale sont en diminution selon Moody's. L'achèvement de la principale restructuration de la dette domestique du pays ainsi que le premier versement du FMI expliqueraient également le relèvement de la note du Ghana. Moody's souligne que, pour ancrer cette perspective positive sur le long terme, le Ghana devra réussir la restructuration en cours de sa dette externe (bilatérale et commerciale) et réussir les réformes structurelles recommandées par le FMI. A noter malgré tout que le retour du Ghana sur les marchés internationaux des capitaux n'est pas attendu avant la fin du programme triennal du FMI, obligeant le gouvernement à recourir systématiquement aux emprunts de très courts termes (T-Bills) et au soutien budgétaire externe pour se financer.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international